

Les filles déscolarisées au Bénin : en quête d'éducation à la santé sexuelle et reproductive

Bien que le gouvernement, les acteurs de la société civile et les différents partenaires soient engagés pour le droit à la santé sexuelle et reproductive des adolescents, des jeunes et même des enfants, les déscolarisés restent dans l'oubliette. Or, le Bénin, en ratifiant la convention relative aux Droits de l'Enfant, s'était engagé à faire de la réalisation des droits des enfants un défi majeur pour son développement. Des années plus tard, le contexte est moins reluisant. Les filles déscolarisées sont régulièrement exposées à des rapports sexuels précoces, des violences sexuelles, le manque d'hygiène menstruelle, des grossesses non désirées et des avortements clandestins, sans la moindre information. Face à une telle situation, l'éducation à la santé sexuelle et reproductive s'avère nécessaire.



Marché central de Bohicon

Dimanche 21 novembre 2021, il sonnait 13 heures et quart à

Bohicon, la ville carrefour du Bénin. C'est le jour du marché Gboyicon. Pendant que des enfants, en majorité des filles de bas âge font des navettes à vendre à la sauvette sous l'ardent soleil, d'autres préfèrent prendre une pause.

Micheline T., la quinzaine d'âges, est visiblement souffrante d'une nouvelle apparition de ses menstrues. À côté sa marchandise d'akassa, la main droite dans le ventre, cette fille déscolarisée, débarquée de Djakotomey dit s'être habituée des douleurs au bas-ventre accompagnés des maux de ventre depuis qu'elle a commencé à trouver ses menstrues.

En l'en croire, tout a commencé le jour où elle a accepté les avances d'un transporteur de bagages au marché Gboyicon. En effet, Micheline T., qui croyait pouvoir subvenir à ses besoins, s'est retrouvée, abusée sexuellement à plusieurs reprises. « Alors que je continuais à vendre dans l'après-midi d'un jour du marché en décembre 2020, il m'a obligé à coucher avec lui dans un magasin avant de me donner de l'argent pour le déjeuner. C'est devenu une habitude » confie-t-elle. À son âge, elle ne perçoit pas encore le gros risque qu'elle coure en jouant avec sa santé sexuelle. Elle, qui avait déjà frôlé une grossesse en mai 2021 grâce à des médicaments traditionnels, avoue s'inquiéter énormément de sa santé sexuelle et reproductive.

Cette inquiétude est également partagée par Augustine K., orpheline de père et déscolarisée au Cours Moyen 1er. Elle, qui a été mise illégalement en apprentissage de la tresse, fut aussitôt victime d'un abus sexuel qui lui a déclenché ses premières menstrues. Aujourd'hui, elle ne sait absolument rien des soins à prendre pour l'hygiène de ses menstrues.

Elle raconte, « Une de mes amies m'avait donné au début, deux petits pagnes pour en faire des serviettes hygiéniques, mais à présent tout est déchiré. J'ai donc pris l'habitude d'utiliser les papiers du sac de ciment et du sachet plastique », avant d'identifier au même cas la situation de ses collègues.

Une réalité qui explique les résultats du [Rapport SITAN réalisé par l'UNICEF en 2017](#) et qui admet que 64,5 % des enfants en particulier des filles sont privés de leurs droits à la santé. Le rapport pointe du doigt les départements de l'Alibori et du Zou où les enfants filles connaissent leur premier rapport sexuel avant leur majorité.

Nombreuses, sont-elles, comme Micheline et Augustine, dont l'âge varie entre 7 ans et 16 ans, qui, pour un manque d'éducation à la santé sexuelle et reproductive gèrent par ignorance et parfois dangereusement leur santé sexuelle aux yeux et au su des adultes.

Cependant, ces filles déscolarisées déjà dans une sexualité précocement active face à ce besoin en éducation à la santé sexuelle, n'ont plus le choix entre bien entretenir leurs menstrues, éviter les infections sexuelles et les grossesses non désirées. Elles appellent au secours des acteurs du domaine.

Ayants déjà échappées à l'éducation formelle, ces filles déscolarisées que nous avons rencontrées ne disposent d'aucune information concrète en matière de santé sexuelle et reproductive. Pire, elles sont hébétées d'apprendre que celle-ci fasse partie de leur droit.

Nécessité d'une éducation à la santé sexuelle et reproductive pour anticiper sur le mal

Si les différents acteurs du domaine mettaient en valeur l'article 23 de la [Convention Internationale Relative aux Droits de l'Enfant](#) qui énonce « l'enfant a le droit de jouir du meilleur état de santé possible », le droit à l'éducation à la santé sexuelle et reproductive ne serait pas tant recherché comme de l'aiguille dans du sable surtout pour des filles déscolarisées.

Pourtant, des programmes et projets de développement sont exécutés chaque année pour permettre l'accès sans exception,

de toutes les filles à une éducation relative à une meilleure santé sexuelle et reproductive. Ce qui implique principalement l'éducation à l'hygiène des menstrues, l'éducation aux différentes méthodes de contraception, l'hygiène corporelle et les stratégies pour contrer les violences sexuelles. Ce droit, qui ne devrait pas être seulement l'apanage des enfants scolarisés, doit également prendre en compte les enfants déscolarisés.

Pour l'Infirmière Diplômée d'État, responsable du dispensaire du centre de santé de Bohicon 1, Amélie AHLOU, il urge de sauver les filles déscolarisées de la sexualité clandestine et de créer un cadre idéal à leur éducation à la sexualité. Car les infections sexuelles constituent à elles seules de puissantes vectrices de graves maladies susceptibles d'hypothéquer la santé de la fille a-t-elle poursuivi.

Pour y remédier, il convient de renforcer les stratégies et programmes de lutte contre l'exclusion et l'abandon scolaire. Aussi, de multiplier les alternatives éducatives facilitant l'intégration et la réintégration dans le système éducatif formel des enfants actuellement hors école.

Mais avant, les filles déscolarisées et abandonnées à leur sort, continuent de subir les affres de ce manque d'éducation à la santé sexuelle et reproductive en attendant que les acteurs du domaine ne répondent favorablement à leur cri de cœur.

Constance AGOSSA

Un réseau de biostatisticiens se met en place pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Un réseau de biostatisticiens pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre verra le jour à la fin de l'atelier de renforcement des capacités en biostatistique qui se déroule à Abomey-Calavi du 18 au 20 décembre 2023. Cet atelier, faisant suite à celui organisé en Gambie il y a un peu plus d'un an, intervient dans un contexte où le fardeau des maladies infectieuses et les problèmes environnementaux en Afrique subsaharienne demeurent parmi les plus élevés au monde. De plus, l'expertise en biostatistique, discipline appliquant la théorie et les méthodes statistiques à l'environnement, les sciences biologiques notamment la santé publique pour mieux comprendre les épidémies, est très limitée.



Vue d'ensemble des participants

Dans ce contexte, les biostatisticiens de l'Afrique de l'Ouest et du Centre se mobilisent pour, à partir d'une grande quantité de données existantes, contribuer à une prise de décision efficace, étant donné le faible nombre de statisticiens/biostatisticiens dans la région. « Il est crucial de former les jeunes dans ce domaine. Des initiatives sont en cours dans la région, et nous devons unir nos efforts pour des actions plus efficaces et efficientes », a déclaré le Prof. Romain GLELE KAKAI, Directeur du Laboratoire de Biomathématiques et d'Estimations Forestières (LABEF/FSA/UAC) et président du comité national d'organisation.

Cet atelier réunit des experts d'Afrique de l'Ouest et centrale, d'Europe et des États-Unis, ainsi que de jeunes chercheurs en début de carrière dans le domaine de la biostatistique/biomathématique. Pendant trois jours, il sera question d'examiner l'état du renforcement des capacités en biostatistiques/biomathématiques en Afrique de l'Ouest et du Centre, de mettre à jour les connaissances sur les avancées

récentes en biostatistique/biomathématique dans la région, et de réfléchir à la mobilisation de fonds pour renforcer les ressources en biostatistique. « L'organisation de cet atelier à Cotonou envoie un message fort.

La biostatistique concerne directement la population dans le sens où nous abordons les problèmes environnementaux et de santé auxquels elle est confrontée. Nous discuterons de la manière d'obtenir des résultats probants pour aider les décideurs à prendre des décisions efficaces », a souligné le Professeur Ngianga-Bakwin KANDALA de l'Université de Western au Canada.



cérémonie d'ouverture

En ouvrant les travaux, Prof. Marcel HOUINATO, Directeur de l'École Doctorale de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'UAC, a remercié l'office des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, qui a permis la mise en place d'un hub de recherche sur la modélisation socio-écologique de la dynamique de la COVID-19 en collaboration avec l'Université de Freiburg (Allemagne) et qui soutient l'organisation de cet

atelier. « Je suis convaincu que les présentations, les échanges et les discussions de cet atelier permettront de définir des stratégies visant à dynamiser davantage le réseautage et les collaborations pour le renforcement des capacités en biostatistique en Afrique de l'Ouest et du Centre », a-t-il affirmé.

[Please read this article in english here](#)

Establishment of a Biostatisticians Network for West and Central Africa

A network of biostatisticians for West and Central Africa will be established at the end of the capacitybuilding workshop taking place in Abomey-Calavi from December 18 to 20, 2023. Following the one organized in The Gambia just over a year ago, this workshop comes at a time when the burden of infectious diseases in sub-Saharan Africa remains among the highest globally. Moreover, expertise in biostatistics, a discipline applying statistical theory and methods to public health to better understand epidemics, is severely limited.

In this context, biostatisticians from West and Central Africa are mobilizing to contribute to effective decision-making based on a large quantity of existing data, given the scarcity of statisticians/biostatisticians in the region. « It is crucial to train the youth in this field. Initiatives are underway in the region, and we must unite our efforts for more effective and efficient actions, » stated Prof. Romain GLELE KAKAI, Director of the Laboratory of Biomathematics and Forest Estimations (LABEF/FSA/UAC) and President of the National Organizing Committee.

This workshop brings together experts from West and Central Africa, Europe, and the United States, as well as young

researchers in the early stages of their careers in biostatistics/biomathematics. Over three days, the agenda includes examining the state of capacity-building in biostatistics/biomathematics in West and Central Africa, updating knowledge on recent advances in biostatistics/biomathematics in the region, and reflecting on mobilizing funds to strengthen biostatistical resources.

« The organization of this workshop in Cotonou sends a powerful message. Biostatistics directly concerns the population in the sense that it addresses the health and environmental issues they face. We will discuss how to obtain conclusive results to assist decision-makers, » emphasized Prof. Ngianga-Bakwin KANDALA from the University of Western in Canada.

In opening the proceedings, Prof. Marcel HOUINATO, Director of the Doctoral School of the Faculty of Agricultural Sciences at UAC, thanked the Federal Foreign Office of Germany, which facilitated the establishment of a research hub on socio-ecological modeling of COVID-19 dynamics in collaboration with the University of Freiburg and supported the organization of this workshop.

« I am confident that the presentations, exchanges, and discussions at this workshop will lead to strategies to energize further networking and collaborations for strengthening biostatistical capacities in West and Central Africa, » he asserted.